

Mémorial C 56 | 18/11/2000

2665

"Requête des akimbs"

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de trente-et-un mille Euro (31.000,- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à un million deux cent cinquante mille cinq cent trente-sept francs luxembourgeois (1.250.537,- LUF).

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ cinquante mille francs luxembourgeois (50.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
 - a) Madame Joëlle Mamane, prénommée,
 - b) Monsieur Albert Aflalo, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg,
 - c) Monsieur Patrick Aflalo, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.
- 3.- Est appelée aux fonctions de commissaire:
MONTBRUN REVISION S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg.
- 4.- Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2005.
- 5.- Le siège social est fixé à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
- 6.- L'assemblée autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs de ses membres.

Réunion du conseil d'Administration

Ensuite les membres du conseil d'administration, tous présents ou représentés, et acceptant leur nomination, ont désigné à l'unanimité, en conformité avec les pouvoirs leur conférés par les actionnaires, Madame Joëlle Mamane, prénommée, comme administrateur-délégué pour engager la société en toutes circonstances par sa seule signature pour les matières de gestion journalière.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, celles-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M.-L. Aflalo, J. Mamane, A. Aflalo, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 25 novembre 1999, vol. 120S, fol. 85, case 7. – Reçu 12.505 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 3 décembre 1999.

G. Lecuit.

(57698/220/154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 1999.

ALOSS, ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE, Association sans but lucratif.

Siège social: Luxembourg, 26, rue Sainte Zithe.

Les organismes et administrations de sécurité sociale luxembourgeois désignés ci-après:

1. L'UNION DES CAISSES DE MALADIE, établissement public, ayant son siège à Luxembourg, 125, route d'Esch, représentée par son président Robert Kieffer,
2. L'OFFICE DES ASSURANCES SOCIALES, entité administrative entre l'Établissement d'Assurance contre la Vieillesse et l'Invalidité, établissement public, et l'Association d'Assurance contre les Accidents, établissement public, ayant son siège à Luxembourg, 125, route d'Esch, représenté par son président Paul Hansen,
3. La CAISSE DE PENSION DES EMPLOYES PRIVÉS, établissement public, ayant son siège à Luxembourg, 1A, boulevard du Prince Henri, représentée par son président Pierre Mores,
4. La CAISSE DE PENSION DES ARTISANS, DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS, établissement public, ayant son siège à Luxembourg, 39, rue Glesener, représentée par son président Gérard Mathes,
5. La CAISSE DE PENSION AGRICOLE, établissement public, ayant son siège à Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis, représentée par son président Théo Weirich,
6. Le CENTRE COMMUN DE LA SECURITE SOCIALE, établissement public, ayant son siège à Luxembourg, 125, route d'Esch, représenté par son président Paul Hansen,
7. La CAISSE NATIONALE DES PRESTATIONS FAMILIALES, établissement public, ayant son siège à Luxembourg, 1A, boulevard du Prince Henri, représentée par son président Michel Neyens,
8. L'ADMINISTRATION DE L'INSPECTION GENERALE DE LA SECURITE SOCIALE, établie à Luxembourg, 26, rue Sainte Zithe, représentée par son directeur Georges Schroeder,

9. La CAISSE DE MALADIE DES OUVRIERS, établissement public, ayant son siège à Luxembourg, 125, route d'Esch, représentée par son comité-directeur, agissant par sa présidente Christiane Bertrand-Schaul,

10. La CAISSE DE MALADIE DES OUVRIERS DE L'ARBED, établissement public, ayant son siège à Esch-sur-Alzette, 66, route de Luxembourg, représentée par son comité-directeur, agissant par son président Raymond Soumer,

11. La CAISSE DE MALADIE DES EMPLOYES PRIVÉS, établissement public, ayant son siège à Luxembourg, 125, route d'Esch, représentée par son comité-directeur, agissant par son président Claude Bollendorff,

12. La CAISSE DE MALADIE DES EMPLOYÉS DE L'ARBED, établissement public, ayant son siège à Esch-sur-Alzette, 66, route de Luxembourg, représentée par son comité-directeur, agissant par son président Raymond Soumer,

13. La CAISSE DE MALADIE DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS PUBLICS, établissement public ayant son siège à Luxembourg, 32, avenue Marie-Thérèse, représentée par son comité-directeur, agissant par son président Pierre Neyens,

14. La CAISSE DE MALADIE DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS COMMUNAUX, établissement public, ayant son siège à Luxembourg, 20, avenue Emile Reuter, représentée par son comité-directeur, agissant par son président René Hübsch,

15. L'ENTRAIDE MEDICALE DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER LUXEMBOURGEOIS, établissement public, ayant son siège à Luxembourg, 15, place de la Gare, représentée par son comité-directeur, agissant par son président René Streff,

16. La CAISSE DE MALADIE DES PROFESSIONS INDEPENDANTES, établissement public, ayant son siège à Luxembourg, 39, rue Glesener, représentée par son comité-directeur, agissant par son président Pierre Kremer,

17. La CAISSE DE MALADIE AGRICOLE, établissement public, ayant son siège à Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis, représentée par son comité-directeur, agissant par son président Carlo Raus,

sont les membres de l'association sans but lucratif portant la dénomination ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE, en abrégé ALOSS, telle que celle-ci a été constituée le 14 septembre 1967, et dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, dans son numéro 149 du 18 octobre 1967 à la page 3978 et ss., ces statuts ayant été modifiés et arrêtés le 2 décembre 1999 comme suit:

Titre I^{er}. - Dénomination, siège, durée

Art. 1^{er}. L'association porte la dénomination ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE (ALOSS).

Art. 2. L'association a son siège à Luxembourg.

Art. 3. La durée de l'association est illimitée.

Titre II. - Objet

Art. 4. Sans préjudice des droits et prérogatives propres des organismes et administrations membres, l'association a pour objet:

1. de représenter les intérêts des organismes de sécurité sociale luxembourgeois sur le plan national, et, sur le plan international, à l'égard des organismes internationaux ou européens de la sécurité sociale;

2. de faire éditer et paraître des publications communes aux organismes de la sécurité sociale luxembourgeois sous forme de bulletins, ou de recueils, ayant pour sujet des thèmes de la sécurité sociale luxembourgeoise, internationale ou européenne;

3. d'organiser au Grand-Duché des séminaires communs aux organismes de sécurité sociale luxembourgeois, ou des réunions internationales en coopération avec des organismes nationaux, internationaux ou européens;

4. de coopérer à la réalisation d'initiatives des pouvoirs publics, ou proposées par un organisme de sécurité sociale, soit national, soit international ou européen.

Titre III. - Associés

Art. 5. L'association se compose des organismes et administrations cités ci-dessus comme membres et de ceux qui y adhéreront dans la suite.

Titre IV. - Assemblée générale

Art. 6. Le conseil d'administration décide souverainement sur l'admission de nouveaux membres. La décision de rejet, qui n'a pas besoin d'être motivée, n'est pas susceptible de recours.

La qualité de membre se perd par la démission. Chaque membre peut démissionner à sa convenance avec effet à l'expiration de l'exercice.

Elle se perd également par voie de radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour non-paiement de la cotisation ou pour motif grave; dans ces hypothèses, l'organisme, par son représentant dûment muni d'une procuration spéciale, est entendu préalablement dans ses explications.

L'organisme radié peut se pourvoir devant la prochaine assemblée générale qui statue à la majorité des deux tiers des voix émises.

Art. 7. Dans l'assemblée générale chaque organisme, ou administration, membre de l'association, est représenté par un délégué. L'assemblée générale a dans ses attributions:

1. la nomination des membres du conseil d'administration et des vérificateurs de comptes et leur révocation éventuelle;

2. l'approbation des budgets et des comptes;

3. la modification des statuts;

4. l'exclusion d'organismes membres,

5. les décisions dépassant les pouvoirs légalement ou statutairement dévolus au conseil d'administration,
6. la dissolution de l'association.

Art. 8. L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an, à savoir dans le courant du premier trimestre de chaque année civile. L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement par décision du conseil d'administration autant de fois que l'intérêt de l'association l'exige. Cette convocation doit avoir lieu si un cinquième des associés en fait la demande.

Art. 9. Les convocations sont faites au nom du conseil d'administration par lettre ordinaire qui est adressée à chaque membre au moins quinze jours avant la réunion et qui est signée, soit par le président, soit par le vice-président, soit par deux administrateurs. La convocation est de droit sur demande d'un cinquième des associés. L'ordre du jour doit être joint à la convocation.

Art. 10. Les membres du Gouvernement, ayant dans leurs attributions les affaires visées par la présente association, ou ceux qu'ils auront désignés pour les remplacer, ainsi que les experts désignés par le conseil d'administration, peuvent participer à l'assemblée générale avec voix consultative.

Art. 11. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'absence de celui-ci, par le vice-président; à défaut du vice-président, l'assemblée en question est présidée par le plus âgé des administrateurs présents.

Art. 12. Dans tous les cas où la loi et les présents statuts n'en décident pas autrement, l'assemblée générale est valablement constituée, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés; les décisions de cette assemblée sont prises à la majorité absolue des voix émises. S'il y a parité des voix, celle du président, ou de son représentant, est prépondérante.

Art. 13. Les administrateurs et les vérificateurs de comptes sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue des voix émises. Si un second tour de scrutin s'avère nécessaire, la majorité relative des voix émises suffit.

L'élection pourra également se faire par acclamation si l'assemblée générale, unanimement, approuve les candidatures aux fonctions d'administrateur ou de vérificateur de comptes. Les administrateurs et les vérificateurs de comptes peuvent être choisis en dehors des membres de l'assemblée générale.

Art. 14. Les membres de l'association ont un droit de vote égal. Ils disposent chacun d'une voix.

Chaque membre peut se faire représenter à l'assemblée générale par un délégué de son choix au moyen d'une procuration. Nul mandataire ne saurait disposer de plus d'une procuration.

Art. 15. Les résolutions de l'assemblée générale sont consignées sous forme de procès-verbaux signés par le président, ou son représentant, et le secrétaire de l'assemblée.

Ces procès-verbaux sont conservés au siège social où les membres de l'association peuvent en prendre connaissance. Leur communication à un tiers n'est permise qu'après accord du président ou de son représentant, le tiers requérant devant avoir justifié d'un intérêt légitime.

Titre V. - Conseil d'administration

Art. 16. L'association est administrée par un conseil d'administration composée de 7 membres au maximum et de 5 au minimum qui disposent chacun d'une voix.

Il devra comprendre obligatoirement, parmi ses membres, au moins un délégué représentant les salariés dans le comité-directeur d'un organisme-associé, et au moins un délégué représentant les employeurs dans le comité-directeur d'un organisme-associé.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale pour une durée de 5 ans. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Au cas où, suite à des vacances, le nombre des membres du conseil d'administration tomberait au-dessous de cinq unités, le conseil d'administration convoquera une assemblée générale extraordinaire aux fins de compléter le nombre de ses membres. Les administrateurs ainsi élus termineront le mandat des membres qu'ils remplacent. Ils sont rééligibles.

Art. 17. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président et un vice-président. Leurs mandats se poursuivent jusqu'à l'entrée en fonctions de leurs successeurs. Le conseil d'administration nomme aussi un secrétaire et un trésorier, ou nomme une personne assumant les deux fonctions.

Le conseil d'administration peut créer en son sein un comité exécutif en déléguant intégralement ou partiellement ses pouvoirs pour la gestion journalière de l'association à deux ou plusieurs de ses membres ou à des tierces personnes désignées à cette fin; il fixe leurs attributions et, le cas échéant, leurs rétributions. Le conseil peut également constituer des groupes de travail spéciaux et désigner des experts. Il fixe, pour autant que de besoin, le montant des indemnités.

Le conseil d'administration peut faire appel à d'autres organismes, ou à toute personne morale ou physique, aux fins de coopération à des travaux spéciaux de l'association.

Art. 18. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour l'administration et la gestion de l'association ainsi que pour la réalisation de l'objet fixé à celle-ci.

Il peut notamment, sans que cette énumération soit limitative et sans préjudice des autres pouvoirs dérivant de la loi ou des statuts, passer tous contrats, acheter, vendre, échanger, emprunter, prendre et donner à bail ou en gage tous biens meubles et immeubles nécessaires pour réaliser l'objet en vue duquel l'association est constituée. Il statue sur l'acceptation des dons et legs. Il ouvre tous comptes en banque ou au service des chèques postaux et décide tous placements de fonds ou revenus. Il veille à l'exécution des décisions de l'assemblée générale.

Les actions judiciaires, tant en demandant, qu'en défendant, sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président, de son vice-président ou d'un administrateur à ce spécialement désigné.

Le conseil d'administration statue sur les contestations pouvant naître de l'interprétation des statuts, sauf recours à l'assemblée générale.

Art. 19. Le conseil d'administration ne peut délibérer que si trois, respectivement quatre des administrateurs au moins sont présents, selon qu'il comprend cinq, respectivement sept membres.

Si le conseil d'administration est appelé à délibérer une seconde fois sur un objet inscrit à l'ordre du jour de la séance précédente, il pourra délibérer sur le même objet quel que soit le nombre des administrateurs présents.

Le conseil d'administration est présidé par le président, et en cas d'absence de celui-ci par le vice-président, et à défaut de celui-ci par le plus âgé des administrateurs présents.

Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents. En cas de parité de voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante.

Art. 20. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par les procès-verbaux dûment conservés au siège social. Le président ou son représentant signent les procès-verbaux en question. Les organismes intéressés sont tenus au courant des activités de l'association, notamment par communication d'extraits de procès-verbaux.

Art. 21. L'administrateur qui, sans motif reconnu valable par le conseil d'administration, aura été absent à trois séances au cours d'un exercice, sera considéré comme démissionnaire.

Art. 22. Les fonctions d'administrateur ne donnent droit à aucune rétribution. Le cas échéant, il peut être attribué des indemnités pour l'accomplissement de missions spéciales déterminées par le conseil d'administration.

Titre VI. - Signature et comptabilité

Art. 23. L'association est valablement engagée envers les tiers par les signatures conjointes de deux administrateurs, dont l'un doit être le président, ou, à défaut le vice-président. L'autre administrateur pourvu de la signature est désigné par le conseil d'administration.

Les actes de gestion journalière, la correspondance courante, les quittances ou décharges peuvent porter uniquement, soit la signature du président ou du vice-président du conseil d'administration, soit celle d'un administrateur désigné à cette fin par le conseil d'administration, soit encore celle d'un tiers que le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, désigner à cette fin.

Art. 24. Le conseil d'administration détermine le mode d'ordonnancement et de liquidation des dépenses.

Titre VII. - Ressources

Art. 25. Les ressources de l'association se composent:

1. d'une cotisation annuelle à charge des associés fixée par l'assemblée générale suivant une clé de répartition basée sur le nombre en personnel de chaque associé; le total cumulé des cotisations individuelles des associés ne doit pas dépasser le montant de vingt-cinq mille Euros (25.000,- €) à l'indice 100, ce montant étant soumis aux variations de l'indice du coût de la vie; la cotisation individuelle à charge de chaque associé est payable à une date fixée par le conseil d'administration;

2. de subventions accordées par les pouvoirs publics luxembourgeois, par des organismes internationaux ou européens;

3. de toutes ressources non contraires à la loi.

Titre VIII. - Compte annuel et contrôle

Art. 26. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Art. 27. Au 31 décembre de chaque année les livres sont arrêtés et l'exercice est clôturé. Le conseil d'administration dresse l'inventaire et le bilan, ainsi que le budget pour l'exercice suivant qui servira pour la détermination de la cotisation.

Art. 28. La gestion financière de l'association est surveillée et contrôlée par deux vérificateurs de comptes élus par l'assemblée générale pour un terme de 5 ans. Ils sont rééligibles. L'assemblée générale peut leur désigner des suppléants. Les vérificateurs de comptes, ou leurs suppléants, font à l'assemblée générale un rapport sur le résultat du contrôle leur confié.

Le mandat de vérificateur de comptes, ou de suppléant de celui-ci, est incompatible avec celui de membre du conseil d'administration.

Titre IX. - Dissolution et liquidation

Art. 29. L'assemblée générale peut, en tout temps, prononcer la dissolution de l'association. Celle-ci doit se faire en conformité de l'article 20 de la loi de base du 21 avril 1928.

L'association désigne lors de la même délibération un ou plusieurs liquidateurs chargés de disposer des biens de l'association.

Art. 30. L'actif net sera affecté à une institution dont l'objet se rapproche le plus de celui de la présente association ou à une oeuvre d'utilité générale.

L'assemblée générale décidera de cette affectation.

Titre X. - Interprétation des statuts

Art. 31. Il convient de se référer à la loi de base du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif pour l'interprétation des statuts et pour ce qui n'y est pas prévu.

Luxembourg, le 3 décembre 1999.

R. Jeblick
Administrateur

C. Durbach
Président

Membres du Conseil d'Administration désignés le 2 décembre 1999

Carlo Durbach, Directeur de l'Administration Commune des CAISSES DE SECURITE SOCIALE DES CLASSES MOYENNES, demeurant à L-1870 Luxembourg, 24, Kohlenberg, de nationalité luxembourgeoise;

Claude Ewen, Inspecteur de la Sécurité Sociale 1^{ère} classe, demeurant à L-1269 Luxembourg 7, rue Marguerite de Busbach, de nationalité luxembourgeoise,

Jean-Marie Feider, Fonctionnaire d'État, demeurant à L-6942 Niederanven, 31, Domaine Mielstrachen, de nationalité luxembourgeoise;

Romain Jeblick, Conseiller Économique, demeurant à L-8134 Bridel, 15, rue Henri Hemes, de nationalité luxembourgeoise;

Fernand Lepage, Directeur de l'Administration Commune des CAISSES DE SECURITE SOCIALE DE LA PROFESSION AGRICOLE, demeurant à L-8315 Olm, 8, Op der Wiss, de nationalité luxembourgeoise

Michel Neyens, Président de la CAISSE NATIONALE DES PRESTATIONS FAMILIALES, demeurant à L-1470 Luxembourg, 31 A, route d'Esch, de nationalité luxembourgeoise;

René Pizzaferrri, Secrétaire Syndical, demeurant à L-3927 Mondercange, 87, Grand-rue, de nationalité luxembourgeoise;

En sa séance du 3 décembre 1999, le conseil d'administration a choisi comme président M. Carlo Durbach, comme Vice-Président, M. Fernand Lepage, comme secrétaire M. Claude Ewen, comme administrateur co-signataire M. Romain Jeblick, et comme Trésorier, M. Jean-Marie Feider.

Luxembourg, le 6 décembre 1999.

R. Jeblick
Administrateur

C. Durbach
Président

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 1999, vol. 531, fol. 28, case 1. - Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(57699/000/241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 1999.

LUXEMBOURG DESIGNS, Société Anonyme.

Siège social: L-8050 Bertrange, Centre La Belle Etoile.
R. C. Luxembourg B 52.103.

Le bilan et l'annexe au 29 mars 1997, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 7 décembre 1999, vol. 531, fol. 29, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée générale ordinaire du 10 septembre 1997 a renouvelé les mandats des administrateurs; leurs mandats viendront à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2003.

Luxembourg, le 8 décembre 1999.

Signature.

(57800/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 1999.

LUXEMBOURG DESIGNS, Société Anonyme.

Siège social: L-8050 Bertrange, Centre La Belle Etoile.
R. C. Luxembourg B 52.103.

Le bilan et l'annexe au 28 mars 1998, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 7 décembre 1999, vol. 531, fol. 29, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 1999.

Signature.

(57801/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 1999.

LUXEMBOURG DESIGNS, Société Anonyme.

Siège social: L-8050 Bertrange, Centre La Belle Etoile.
R. C. Luxembourg B 52.103.

Le bilan et l'annexe au 27 mars 1999, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 7 décembre 1999, vol. 531, fol. 29, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 1999.

Signature.

(57802/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 1999.
